

# Manif des étudiants dans huit villes belges

■ Ils réclament un accès aux études supérieures pour tous.

**A** l'occasion de la Journée internationale des étudiants belges descendent dans les rues de Bruxelles, Liège, Louvain-la-Neuve, Namur, Mons, Anvers, Gand et Louvain. Ces manifestations, coordonnées par la Fef (Fédération des étudiants francophones) et son pendant flamand VVS, regroupent des dizaines d'associations estudiantines et, plus largement, de jeunesse. Elles ont pour objectif d'interpeller le monde politique sur une série de problématiques liées à l'accès aux études et à l'emploi.

Astrid Murango, une étudiante en Sciences du travail à l'ULB, fera partie du cortège qui partira à 14h30 du cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt, place Stéphanie à Bruxelles, pour terminer au ministère de l'Enseignement flamand près de la gare du Nord. *"Nous revendiquons un refinancement de l'enseignement supérieur, une réduction du coût des études, une solution pour les étudiants en médecine et dentisterie qui risquent d'être privés de numéros Inami, des subsides pour permettre l'innovation et la créativité culturelle*

*ainsi qu'une politique ciblée sur l'emploi des jeunes qui ont achevé leurs études. Nous ne voyons en effet pas un avenir très prometteur et nous tirons la sonnette d'alarme : il faut investir dans la jeunesse",* annonce-t-elle.

## Pour les Flamands, ce serait pire

La Fef espère une forte mobilisation estudiantine en cette journée d'actions. Sa présidente Corinne Martin fait état d'affichages, de tractages et de séances d'information dans les universités du pays pour sensibiliser les étudiants belges. *"Les francophones et Flamands portent les mêmes revendications mais la situation est encore plus difficile en Flandre. On a annoncé aux étudiants que leur minerval allait doubler",* indique Corinne Martin.

Le gel du minerval en 2015, justement, est l'une des revendications portées par la Fef lors de ces manifestations, tout comme la demande que l'on n'étende pas l'examen d'entrée qui existe en médecine à d'autres filières d'études. *"On sent une inquiétude très présente chez les étudiants. Nous voulons que les politiques assument les propos tenus pendant la campagne et qu'ils ne se retranchent pas derrière des politiques d'austérité qu'ils ont eux-mêmes votées pour ne pas investir dans l'enseignement et la jeunesse",* précise Corinne Martin.

I.L.